



Document de réflexion

Institut d'été Trudeau 2013

Sanjay Khanna, chercheur invité
au Collège Massey
de l'Université de Toronto

James McKee, candidat au doctorat
au département de science politique
de l'Université de Toronto

UNE FORCE DE LA NATURE

**LES CONDITIONS DE L'ÉMERGENCE DE LA
PROTESTATION SOCIALE**

Sanjay Khanna est un expert des grandes tendances à l'échelle mondiale, un concepteur de scénarios et un spécialiste de la résilience. Il est chercheur invité et « futurologue en résidence » au Collège Massey de l'Université de Toronto, un chef de file au Canada en matière de recherche économique, théorique et artistique. Il est également chercheur en grandes tendances à la prestigieuse cellule d'innovation en stratégies de la santé du Collège. En 2012, il a été examinateur expert pour le projet de premier ordre du groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (*Climate Change 2013: Impacts, Adaptation, and Vulnerability*).

James McKee est conseiller principal chez EKOS Research Associates, l'une des plus importantes firmes de recherche sur l'opinion publique au Canada. Il est candidat au doctorat au département de science politique de l'Université de Toronto. La thèse de M. McKee porte sur l'influence des émotions sur les politiques publiques. Ancien étudiant du Collège Massey, il est chercheur en futurologie au sein de la cellule d'innovation en stratégies de la santé du Collège.

N.B. : les auteurs tiennent à souligner la nature spéculative du présent document et à expliquer brièvement l'approche retenue. De nos jours, il est urgent de concevoir des scénarios plausibles pouvant guider l'élaboration des politiques afin que le Canada soit paré contre toute éventualité. Les tendances émergentes de changement socioéconomique, sociopolitique et socioculturel évoluent à une vitesse étourdissante, c'est pourquoi il est essentiel de déterminer comment les citoyens-consommateurs, les gouvernements et le secteur privé du Canada s'adapteront au mieux aux défis inédits posés par le vingt-et-unième siècle. Ces défis redoutables incluent la volatilité macroéconomique et des changements sans précédent dans les comportements à l'échelle planétaire.

Les auteurs remercient Michael Valpy, Maripier Isabelle, Caitlyn MacMaster, Akwasi Owusu-Bempah et Adam Shedletzky pour leurs commentaires opportuns et éclairés.

POINTS SAILLANTS:

- Le vingt-et-unième siècle sera marqué par quatre tendances : la volatilité, l'incertitude, la complexité/le chaos et l'ambiguïté (ou scénario « VUCA », acronyme de l'anglais « volatility, uncertainty, complexity/chaos, and ambiguity »).
- Les quatre tendances du scénario VUCA sous-tendent la réorganisation en cours de bon nombre d'aspects de la civilisation humaine, incluant l'économie, les finances, l'environnement, la situation écologique et le climat. Ces tendances ont également une incidence dans les domaines psychosocial, socioculturel, sociopolitique et de la santé publique.
- Au Canada, la période suivant la Seconde Guerre mondiale a été caractérisée par la croissance économique. De nos jours, l'influence de la croissance économique sur l'identité et les valeurs canadiennes s'est amoindrie. Ce changement au plan idéologique complique la traduction de la contestation sociale en politiques publiques. La forte incidence des tendances du scénario VUCA sur les événements contemporains agit comme agent stressant sur les mouvements sociaux, les dirigeants politiques et les chefs d'entreprise.
- Il est possible que les Canadiens surestiment le potentiel des institutions démocratiques comme source de changement au plan politique. Conséquemment, nous pouvons nous attendre à une hausse de l'apathie et à une banalisation du droit de vote, qui entraîneront des effets néfastes pour la société et la santé publique.
- Les facteurs qui ont façonné l'identité et la culture canadiennes dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale perdent de leur pertinence dans le contexte d'aujourd'hui. Les attentes sur les plans socioéconomique et sociopolitique nées de la période d'après-guerre ne sont pas adaptées à un monde assujéti au scénario VUCA. De ce fait, il est possible que la société ne soit pas en mesure de créer le fondement sociétal voulu pour assurer l'avenir favorable auquel les Canadiens aspirent.
- Il est nécessaire de déterminer et d'évaluer de quelle manière le processus démocratique peut absorber les nouvelles orientations stratégiques sans dépendre du consensus politique. Une transition vers un avenir sûr pour les Canadiens exige la participation des gouvernements, des entreprises, des médias grand public et des citoyens-consommateurs.

- Les experts sont d'avis que la période actuelle se caractérise par une augmentation des crises, des états d'urgence, des désastres, des catastrophes et des effondrements, ce qui inclut la sixième extinction massive. La population actuelle n'a jamais vécu de telles circonstances. Pour cette raison, ces descripteurs ne réussissent pas à provoquer une réaction préventive cohérente et étendue adaptée.
- Les Canadiens sont, ou seront, sujets à de rapides changements de conditions qui affecteront divers mécanismes et qui en seront affectés, notamment économiques, financiers, technologiques, environnementaux et écologiques ainsi que des problèmes d'ordre psychosocial, socioculturel, sociopolitique et de santé publique. Les changements climatiques auront une incidence sur chacun de ces facteurs.
- Des changements divers et complexes auront une influence profonde et puissante sur la société et comprendront, sans s'y limiter, la situation économique, la mobilisation de la jeunesse, le caractère inadéquat du transfert des connaissances, une accélération relayée par la technologie, la santé publique, en plus de changements météorologiques et climatiques extrêmes.
- L'ordre culturel du Canada subit actuellement une transformation spectaculaire. En réaction à ces changements, nous pouvons nous attendre à ce que les citoyens changent significativement la manière dont ils accèdent aux ressources sociopolitiques et socioculturelles à leur disposition et la façon dont ils les emploient.
- À la lumière des modifications à l'ordre culturel et à la façon dont les citoyens utilisent les ressources sociopolitiques socioculturelles, il est possible que le caractère émotionnel et passionné de la contestation politique surpasse ses aspects rationnels.
- Les piliers de la stabilité sociétale sont au nombre de quatre : les citoyens-consommateurs, les gouvernements, les entreprises et les marques grand public. Tous se doivent de relever les défis du scénario VUCA dans les limites de leurs capacités et de leur rôle dans la société.
- La Fondation Pierre Elliott Trudeau est en bonne posture pour devenir le chef de file en matière de financement de la recherche sur les ramifications multifactorielles des changements à grande échelle. Les auteurs recommandent que la Fondation explore plus en avant les thèmes du présent document de réflexion, particulièrement dans les années à venir, car si cette recherche est poursuivie, elle pourrait produire des résultats concrets qui profiteront aux Canadiens.

SOMMAIRE

Les spécialistes en planification d'entreprise, les gouvernements et les organisations militaires estiment que le vingt-et-unième siècle se déroulera sous le signe d'un scénario VUCA, c'est-à-dire qu'il sera marqué par quatre tendances : la volatilité, l'incertitude, la complexité/le chaos et l'ambiguïté. Ces tendances sous-tendent la réorganisation des activités économiques, financières, environnementales, écologiques et climatiques de la civilisation humaine, ainsi que des domaines psychosocial, socioculturel, sociopolitique et de la santé publique. Cette réorganisation signifie que la protestation sociale pourrait être exacerbée par l'action de facteurs extérieurs d'importance majeure, qu'elle pourrait connaître des fluctuations spectaculaires en intensité et qu'elle pourrait prendre un visage beaucoup plus émotif avec le temps. À mesure que la croissance d'après-guerre cesse d'être associée à un symbole de l'identité et des valeurs canadiennes, la traduction de la protestation sociale en politiques publiques promet de devenir de plus en plus difficile, notamment parce que les conditions socioéconomiques et psychosociales sous-jacentes à la protestation gagneront en instabilité d'ici à 2030.

L'ambiguïté, la tendance dominante du scénario VUCA dans la population, agit sur les mouvements sociaux, les dirigeants politiques et les chefs d'entreprises comme agent stressant. Les esprits inhibés par l'ambiguïté cherchent normalement à trouver une réponse rassurante à la question « dans quelle direction le vent souffle-t-il et à quelle vitesse? ». À cet égard, les dirigeants politiques et les chefs d'entreprises font face à une énigme. Durant les périodes prospères, telles que les quatre décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est possible que les Canadiens aient tenu le pouvoir des institutions démocratiques pour acquis, car la croissance des revenus et les revenus disponibles étaient généralement favorables à tous les partis politiques. De nos jours, au fur et à mesure que le Canada s'enfonce dans une ère d'austérité, le contraire pourrait s'avérer. Comme les circonstances extérieures ne sont plus aussi favorables qu'avant, les Canadiens sont susceptibles de surestimer grandement le potentiel des institutions démocratiques à introduire des changements politiques, ce qui pourrait entraîner des effets néfastes pour la société et la santé publique, une augmentation de l'apathie et une banalisation du droit de vote.

Les facteurs qui ont façonné l'identité et la culture canadiennes dans les décennies suivant la Seconde Guerre mondiale perdent de leur pertinence dans la société contemporaine. Les conditions socioéconomiques et sociopolitiques qui se sont mises en place dans la société d'après-guerre ne sont pas adaptées à un monde où prévaut le scénario VUCA. Conséquemment, il n'est pas exclu que la société manque des ressources et de l'assise nécessaires à la création d'un fondement sociétal pour l'avenir sûr auquel les Canadiens aspirent. Inévitablement, les forces émergentes de la protestation sociale et son caractère

émotionnel seront affectés par les tendances propres au vingt-et-unième siècle, à savoir la volatilité, l'incertitude, la complexité/le chaos et l'ambiguïté. L'ambiguïté et l'inhibition qui résulte de celle-ci constituent des défis transformationnels à court terme. Compte tenu des prévisions de croissance accélérée de l'instabilité, il est dans l'intérêt supérieur des citoyens-consommateurs, des gouvernements, des entreprises et des marques grand public de déterminer et d'évaluer avec quelle efficacité le processus démocratique est en mesure d'absorber de nouvelles orientations stratégiques sans dépendre du consensus politique, tout en opérant une transition vers ce qui ressemblerait à un futur moins menaçant pour les Canadiens.

Plus nous avançons dans le vingt-et-unième siècle, plus il pourrait devenir difficile d'avertir les citoyens et les organismes canadiens du danger. Il est possible que les mises en garde actuelles ne touchent pas leurs destinataires *parce qu'elles ne sont pas compatibles avec l'idée que la population se fait des menaces plausibles, passées ou présentes*. Les mots employés par les experts pour décrire notre époque – une époque de multiplication des crises, des états d'urgence, des désastres, des catastrophes et des effondrements, y compris la sixième extinction massive – ne correspondent pas vraiment aux expériences historiques qui pourraient provoquer une réaction préventive cohérente et étendue. Un langage qui ne réussit pas à susciter l'intérêt du public et de ceux qui détiennent les leviers du pouvoir est peut-être révélateur des divisions qui ont été et qui continuent d'être semées tandis que les écarts de revenus et de richesse continuent de peser sur la classe moyenne canadienne.

Les Canadiens sont ou seront sujets à de rapides changements de conditions qui affecteront de multiples mécanismes et qui seront affectés par ceux-ci, notamment économiques, financiers, technologiques, environnementaux et écologiques ainsi que des problèmes dans les domaines psychosocial, socioculturel, sociopolitique et de santé publique. Les changements climatiques auront une incidence sur chacun de ces systèmes. À mesure que nous avançons dans le vingt-et-unième siècle, à partir de la mi-2013, il devient prioritaire d'étudier les questions de l'identité et de l'affiliation des protestataires, de la nature de la protestation sociale et des raisons déclarées ou non pour lesquelles les chefs d'entreprise et les dirigeants politiques sont conscients du malaise croissant des Canadiens.

Les conditions changeantes en question contribuent à diverses modifications complexes dans des domaines ayant une forte et profonde influence sur la société. Elles incluent, sans s'y limiter :

- la situation économique
- la mobilisation de la jeunesse
- la gérontocratie
- le caractère inadéquat du transfert des connaissances
- l'accélération relayée par la technologie

- la santé publique
- les changements météorologiques et climatiques extrêmes

Pour évaluer comment les inquiétudes provoquées par des facteurs de stress convergents peuvent être transformées en mouvement collectif ou, de manière plus alarmante, en protestation, nous devons déterminer si les intérêts rationnels normaux s'appliquent. Les acteurs individuels cherchent-ils rationnellement à satisfaire leurs intérêts personnels par la coopération? Si de profonds bouleversements à l'ordre culturel existant sont en marche, nous pouvons nous attendre à des changements tout aussi profonds dans la manière dont les citoyens exploitent les ressources sociopolitiques et socioculturelles dont ils disposent. L'effacement de la mémoire collective, l'augmentation de la volatilité des conditions sociales et financières et la perte de repères concernant les conditions climatiques normales donnent à penser que les individus ne sont peut-être pas en mesure de distinguer leurs intérêts rationnels. Compte tenu de l'influence de ces bouleversements sur le caractère de la protestation politique au cours des prochaines décennies, on peut affirmer sans trop de risque que le caractère rationnel de la protestation prendra moins d'importance que son caractère émotionnel.

Les auteurs proposent que les gouvernements, les entreprises, les marques grand public et les citoyens-consommateurs, les quatre piliers de la stabilité sociétale, relèvent les défis du scénario VUCA en se fixant des objectifs précis. Les gouvernements devraient adopter une vision à plus long terme sur les façons de signaler les changements socioéconomiques imminents aux citoyens. Il leur faudrait également déterminer la quantité d'information à partager, à savoir la quantité d'information susceptible d'influencer la confiance des consommateurs ou de provoquer la méfiance du public à l'égard de la capacité des gouvernements à maintenir l'ordre dans une période d'insécurité. Les pouvoirs publics doivent gérer les dynamiques sociopolitiques complexes qui pourraient survenir dans le cas où un nombre croissant d'électeurs indécis préféreraient la paix et l'ordre à un bon gouvernement. Leur tâche consiste à évaluer les risques d'une dérive vers un patriotisme chauvin visant à tenir le centre de l'échiquier politique, à se pencher sur la façon de défendre plusieurs positions à la fois à mesure que la pression s'accroît sur la société et à encourager les Canadiens à conserver leurs valeurs fondamentales d'acceptation, du dialogue, de respect mutuel et de respect de la diversité.

Les entreprises devraient évaluer dans les moindres détails leur rôle dans la société, puisque les changements socioéconomiques continuent d'éroder le pouvoir d'achat des Canadiens de la classe moyenne. Sachant que la création de nouveaux produits peut favoriser la sociabilité, elles devraient créer de nouveaux produits et services et de nouvelles solutions pour une époque d'austérité croissante, de manière à donner aux citoyens-consommateurs des raisons de se rassembler pour s'adapter aux conditions socioéconomiques et environnementales en mutation. Les entreprises devraient également étudier de

nouvelles façons d'aider les consommateurs et les clients à affronter les temps difficiles à venir au moyen de communications mettant l'accent sur le partage des ressources. De plus, les entreprises devraient jouer un rôle de plus en plus important pour aider les Canadiens à lutter contre les problèmes de malnutrition, de pauvreté et de sans-abrisme, ainsi que les problèmes de santé physique et mentale.

Les marques grand public devraient également porter une grande attention à la façon dont elles communiquent des valeurs socioculturelles – et plus particulièrement celles qui touchent à la cohésion sociale – en gardant à l'esprit qu'elles sont nombreuses à jouir d'un indice de confiance plus élevé que les gouvernements, puisque les citoyens-consommateurs entretiennent des relations satisfaisantes et de longue durée avec ces marques. De concert avec les gouvernements, elles devraient mettre les attributs des grandes marques au service de la gestion des questions de santé publique. Elles devraient également travailler de manière indépendante au sein de coalitions de partenaires commerciaux pour réaliser des objectifs sociaux à l'aide des marques, en les utilisant comme éléments de construction de la confiance au sein d'une même génération, mais aussi entre les générations.

Les citoyens-consommateurs ont l'occasion d'explorer la question de la citoyenneté responsable, car les divisions sociales s'intensifient. Ils peuvent encourager les politiciens à soutenir des initiatives qui permettent aux systèmes alimentaires et de soins de s'adapter convenablement au changement. Ils peuvent aider à bâtir une communauté sûre en participant à des initiatives sur l'alimentation locale, l'agriculture et la sécurité alimentaire; en enseignant aux enfants comment les changements climatiques transforment la Terre, en les aidant à comprendre ces changements à l'échelle locale et à y faire face; en élaborant des projets de mise en commun, notamment d'outils et d'équipement, et de partage de compétences pouvant être enseignées sur une base volontaire; en montrant aux communautés des manières de lutter concrètement contre les changements climatiques dans un contexte de mutation économique; en comprenant les conséquences des changements climatiques sur la santé publique et en réfléchissant à des initiatives locales ou à petite échelle qui peuvent fournir un semblant de réponse. Lorsque c'est possible, les citoyens-consommateurs peuvent soutenir des produits novateurs qui leur permettent, à eux ou à leur communauté, d'avoir accès à l'eau et à l'énergie et de les conserver.

La Fondation Pierre Elliott Trudeau est en bonne posture pour financer de futures recherches sur les ramifications multifactorielles des changements à grande échelle, et elle aurait avantage à placer l'étude de ces questions au centre de ses priorités, car les menaces contre l'ordre public augmentent sous l'influence du scénario VUCA.

INTRODUCTION

[traduction] « La gauche n'a pas été en mesure de présenter de projet viable, mis à part un retour à une forme archaïque et hors de prix de social-démocratie. Cette absence de contreprojet constructif est malsaine, car la concurrence est tout aussi profitable au débat qu'à l'activité économique. Nous avons urgemment besoin d'un débat intellectuel éclairé, car la forme actuelle du capitalisme mondial est en train d'oblitérer la base sociale de la classe moyenne, pilier de la démocratie libérale. »

– Francis Fukuyama

Selon certains experts, la civilisation humaine est entrée de manière décisive et irrévocable dans une ère de changements anthropogéniques à l'échelle planétaire (Stromberg, 2013). Nous, les humains, sommes une « force de la nature », et selon les prévisions, notre empreinte écologique dépassera grandement la capacité de la Terre à satisfaire nos besoins futurs. L'intensification des effets des changements environnementaux et climatiques, tels que les pertes catastrophiques de diversité bioculturelle et linguistique et le déclin de la souplesse au plan macroéconomique, et donc, de l'autonomie politique, montre que toute l'humanité se trouve engagée sur une voie menant à des changements sans précédent. Pourtant, l'inquiétude légitime à l'égard des menaces contre la démocratie libérale et l'érosion de la « base sociale de la classe moyenne » dont traite l'essai de Francis Fukuyama paru dans *Foreign Affairs* (Fukuyama, 2012) est considérablement affaiblie du fait qu'il a omis de considérer le changement environnemental et le réchauffement climatique d'origine anthropogénique comme des vecteurs de changement monumental qui doivent être pris en compte dès qu'il s'agit d'évaluer les dangers qui planent sur la démocratie libérale et la stabilité sociale.

On n'insistera jamais assez sur le fait que les trajectoires du changement planétaire du vingt-et-unième siècle se produisent essentiellement de manière non linéaire et exponentielle plutôt que linéaire et statique. Cela explique en partie pourquoi les spécialistes en planification d'entreprise, les gouvernements et les organisations militaires du monde entier utilisent un acronyme qui désigne les quatre tendances qui reflètent la dynamique de changement affectant le siècle en cours : la volatilité, l'incertitude, la complexité/le chaos et l'ambiguïté : VUCA (équipe du Apollo Research Institute, 2012). Ces tendances profondes menacent de métamorphoser la civilisation humaine, car elles diffèrent fondamentalement de celles qui ont dominé la période suivant la Seconde Guerre mondiale, à savoir la stabilité, la certitude, la complexité et la clarté. Elles diffèrent également de celles qui ont marqué la période de 11 300 ans de stabilité climatique (Marcott et al, 2013), également connue sous le nom d'« Holocène », qui a subi une profonde déstabilisation et qui est pour ainsi dire terminée. Cette déstabilisation a conduit à l'anthropocène, qui correspond à

l'époque des changements anthropogéniques à l'échelle planétaire.

Les planificateurs attribuent la « volatilité » du vingt-et-unième siècle à de fortes fluctuations des conditions macroéconomiques, des marchés financiers et du prix des matières premières ainsi qu'aux pressions environnementales extrêmes qui affectent les États. L'« incertitude » renvoie à un contexte où la prise de décision est compliquée par une imprévisibilité accrue et où les décideurs contemplant avec angoisse certains résultats politiques ou économiques. La « complexité/le chaos » renvoie à la notion de point critique, où un état stable, mais complexe, peut basculer sans prévenir vers un nouvel état de nature chaotique et potentiellement irréversible – c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Enfin, l'« ambigüité » fait référence à un contexte où la voie vers l'avant est inconnue, où la signalisation disparaît dans le brouillard et où l'immobilité ne semble pas une option viable. Ensemble, la volatilité, l'incertitude, la complexité/le chaos et l'ambigüité font du vingt-et-unième siècle un rendez-vous-surprise qu'on ferait mieux de supprimer de l'agenda électronique.

Il faut reconnaître qu'il n'est pas possible d'éviter notre rendez-vous avec l'Histoire. Depuis la chute du mur de Berlin, l'avenir du Canada est inextricablement lié aux forces de la mondialisation économique. Le scénario VUCA a acquis un formidable élan à mesure que les investissements ont afflué vers les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) et les autres économies émergentes, tandis que la croissance ralentissait en Occident. Aujourd'hui, le Canada vit une transition en passant de quatre décennies de prospérité (de 1945 au milieu des années 1980) et deux décennies de prospérité à crédit (de la fin des années 1980 au milieu des années 2000) aux décennies à venir, qui seront marquées par la croissance de l'iniquité socioéconomique (d'aujourd'hui à 2030 et au-delà). De fait, les attentes, voire les aspirations, des Canadiens à l'égard d'un avenir imaginable, sinon durable, sont fragilisées par des changements dans le mode de fonctionnement du monde et dans les règles qui le régissent. Par exemple, notre pays industrialisé et ses provinces vivent une inquiétude grandissante à l'égard des critères de solvabilité imposés par les marchés financiers, qui font appel à une nouvelle manière de jauger les politiques sociales et de santé publique, plus particulièrement depuis que l'agence de notation Moody envisage d'inclure les indices de cohésion sociale dans ses calculs servant à établir les cotes de crédit souveraines (Tett, 2010). Conséquemment, les décideurs se posent les questions suivantes : pouvons-nous nous le permettre? Est-il même possible d'en discuter?

Des quatre caractéristiques du scénario VUCA, l'ambigüité est celle qui domine dans la population d'aujourd'hui et elle constitue donc un facteur de stress qui agit sur les mouvements sociaux, les dirigeants politiques et les chefs d'entreprises. Les esprits inhibés par l'ambigüité cherchent normalement à trouver une réponse rassurante à la question « dans quelle direction le vent souffle-t-il et à quelle vitesse? ». Il n'empêche que les décideurs au sein du gouvernement et des entreprises font face à une énigme. Durant les périodes

prospères, comme celle des quatre décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, il se peut que les Canadiens aient tenu le pouvoir des institutions démocratiques pour acquis, car la croissance des revenus et les avoirs disponibles favorisaient généralement tous les partis politiques. De nos jours, à mesure que le Canada progresse plus avant dans une ère d'austérité, le contraire pourrait s'avérer. Comme les circonstances extérieures ne sont plus aussi favorables que jadis, les Canadiens pourraient surestimer la capacité des institutions démocratiques à introduire des changements politiques. La perte de confiance dans les institutions démocratiques entraîne une hausse de l'apathie, une banalisation du droit de vote et des effets néfastes pour la société et la santé publique.

Ce déclin de la participation démocratique prend de la vitesse. Les gouvernements et le secteur privé analysent surtout les comportements politiques et de consommation des citoyens-consommateurs, car l'inquiétude à l'égard du manque de souplesse des Canadiens sur le plan financier pèse sur les perspectives économiques à long terme. À mesure que la croissance d'après-guerre cesse d'être associée à un symbole de l'identité et des valeurs canadiennes et que les conditions dans lesquelles naît la protestation croissent en austérité, la transformation de la protestation sociale en politiques publiques promet de devenir de plus en plus ardue. Pour résumer, les citoyens-consommateurs et les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux auront de plus en plus de mal à décider de leur avenir à mesure que leur endettement croîtra. Les leviers économiques et politiques pouvant être actionnés pour modifier le cap seront de moins en moins efficaces. L'insatisfaction qui sous-tend les mouvements contemporains de protestation sociale porte essentiellement sur le désir d'influencer les circonstances entourant la naissance, la vie et la mort au Canada, des situations qui seront beaucoup moins confortables que celles qui avaient cours entre le milieu et la fin du vingtième siècle.

Il semble que les Canadiens sont confrontés à un siècle de changement parsemé de dangers. Comme les facteurs socioéconomiques fondamentaux d'après-guerre qui ont façonné l'identité et la culture canadienne ne sont plus viables et que les conditions socioéconomiques et sociopolitiques actuelles sont inadaptées à un scénario VUCA, il se pourrait qu'il soit effectivement impossible d'établir un fondement sociétal pour un avenir positif auquel aspirent les Canadiens. Inévitablement, les nouvelles forces émergentes de protestation sociale et le caractère émotionnel de celle-ci seront affectés par les tendances du vingt-et-unième siècle que sont la volatilité, l'incertitude, la complexité/le chaos et l'ambiguïté. L'ambiguïté et l'inhibition qui en découle constituent un défi transformationnel à court terme. Compte tenu des prévisions d'instabilité croissante et accélérée, il est peut-être dans l'intérêt supérieur des citoyens-consommateurs, des gouvernements, des entreprises et des marques grand public de déterminer et d'évaluer avec quelle efficacité la démocratie peut

absorber les nouvelles orientations stratégiques sans dépendre du consensus politique, en vue d'opérer une transition vers un avenir sûr pour les Canadiens.

DÉTECTION LOINTAINE AVANCÉE

Plus nous avançons dans le vingt-et-unième siècle, plus il pourrait devenir difficile d'avertir les citoyens et les organismes canadiens du danger. Les mises en garde actuelles ne touchent pas leurs destinataires *parce qu'elles ne sont pas compatibles avec l'idée que la population se fait des menaces plausibles, passées ou présentes*. Les mots employés par les experts pour décrire notre époque – une époque de multiplication des crises, des états d'urgence, des désastres, des catastrophes et des effondrements, y compris la sixième extinction massive – ne correspondent pas vraiment aux expériences historiques qui pourraient provoquer une réaction préventive cohérente et étendue. Un langage qui ne réussit pas à susciter l'intérêt du public et de ceux qui détiennent les leviers du pouvoir est peut-être révélateur des divisions qui ont été et qui continuent d'être semées tandis que les écarts de revenus et de richesse continuent de peser sur la classe moyenne canadienne.

Si les avertissements ne sont pas entendus ou ne sont pas pris en compte, il sera impossible de boucler des préparatifs proportionnels aux risques. Conséquemment, un langage peu évocateur qui n'arrive pas à décrire les trajectoires de risque est également le signe de l'incapacité de la population canadienne à percevoir le danger, car le stress socioéconomique affecte les capacités cognitives et la faculté à décerner les menaces, à les réduire et à s'y adapter. À cela, il faut ajouter les conséquences potentiellement négatives des télécommunications à haute vitesse, des médias sociaux, des ordinateurs et des appareils de communication mobiles, qui peuvent, dans certains cas, amplifier la discorde, le malaise et l'agitation plus qu'ils ne les atténuent. La baisse de la durée d'attention des citoyens-consommateurs est également de mauvais augure pour la survie des droits démocratiques, en ce qu'il faut s'attaquer aux risques sociétaux à moyen et long terme le plus tôt possible afin de protéger les prochaines générations.

Le Canada entre dans une période de conditions multifactorielles évoluant rapidement. Ces changements affecteront l'économie, la finance, la technologie, l'environnement et les écosystèmes ainsi que les domaines psychosocial, socioculturel, sociopolitique et les questions de santé publique. Tous ces facteurs sont affectés par les changements climatiques. Au fur et à mesure que nous progresserons dans le vingt-et-unième siècle, il sera important d'étudier la nature des protestations sociales, l'identité et l'appartenance des protestataires et les inquiétudes, privées et publiques, des chefs d'entreprises et des dirigeants politiques concernant le malaise croissant des Canadiens.

Situation économique. La classe moyenne du Canada fond comme un glacier. La croissance de l'iniquité est bien documentée et ne se limite pas aux différences entre les riches, la classe moyenne et les pauvres, mais inclut aussi celle qui prévaut entre les super riches et le reste du monde. Depuis la fin des années 1990, les services de renseignements occidentaux pensent que l'agitation sociale qui pourrait faire vaciller le pouvoir politique sera déclenchée par des cadres intermédiaires habiles à exploiter les technologies des nouveaux médias sociaux dans le but de canaliser des protestations afin d'affaiblir les gouvernements. Selon eux, l'élément déclencheur sera une hausse du taux de chômage, une augmentation du prix des denrées alimentaires (Fraser et Rimas, 2012) et une impression grandissante dans la population que la prospérité pourrait faire place à une pauvreté et une inégalité généralisées.

C'est vers ce tourbillon en évolution que se dirigent les démocraties occidentales et dans lequel les troubles sociaux et les protestations politiques visant à lutter contre l'inégalité sociale par des réformes institutionnelles se manifestent. Les protestations liées au mouvement Occupy, qui ont eu lieu partout dans le monde, et celles d'Idle No More, qui se sont tenues au Canada à la fin de 2012 et au début de 2013, sont des exemples notables. Toutefois, il est important de déterminer si ces protestations affecteront les politiques publiques et la législation dans le cadre d'une économie de plus en plus instable sur une planète en réchauffement. Plus précisément, il s'agit de savoir si ces protestations sont en mesure d'influencer les politiques publiques et la législation de manière à atténuer les effets des disparités croissantes entre les salariés à revenu élevé (les « un pour cent ») et les salariés à revenu faible ou moyen (les « quatre-vingt-dix-neuf pour cent »).

La mobilisation de la jeunesse. Les inquiétudes se divisent en deux branches : le désengagement de la jeunesse des efforts politiques communs et un désintérêt généralisé de la jeunesse pour les valeurs dominantes, les modes, la culture et les pratiques démocratiques de la classe moyenne. La jeunesse se sent particulièrement privée de ses droits démocratiques parce que le taux de chômage des jeunes dépasse celui du reste de la population. La génération du baby-boom, dont les rentes de retraite croulent déjà sous la pression démographique, restera plus longtemps sur le marché du travail, ce qui contribuera à propager le raisonnement fallacieux voulant que le report de leur retraite soit la cause du déclin des perspectives d'emploi chez les jeunes. Ces préjugés sont troublants, car ils augmentent le risque d'un conflit intergénérationnel qui ferait pression sur la solidarité sociale, pourtant nécessaire au progrès sociétal et politique.

Le taux de participation aux élections de la jeunesse canadienne, un substitut pour la notion abstraite de marginalisation, est en déclin depuis 1993, la dernière année où la participation des jeunes électeurs était essentiellement la même que celle du reste de la population. Les jeunes Canadiens font de moins en moins confiance aux autorités (bien qu'ils ne soient pas les seuls) et ils consacrent

désormais plus de temps aux communautés en ligne qu'aux communautés réelles.

Ce « détachement au profit du monde virtuel » (Herle, 2012) pourrait constituer un problème difficile à résoudre d'un point de vue politique. Toutefois, même si aucun de ces facteurs ne représente en soi une tendance nouvelle ou véritablement menaçante, la combinaison du désengagement, du déclin des perspectives macroéconomiques, de l'aggravation des risques liés aux changements environnementaux et climatiques et de la méfiance latente à l'endroit des réalités démographiques d'un Canada vieillissant donne à penser que de nouvelles pressions pèseront sur l'échelle de valeurs des Canadiens de la classe moyenne. Le déclin de la participation des jeunes à la vie politique signifie que les opinions caractéristiques des jeunes électeurs (contre l'austérité et pour la lutte contre les changements climatiques) risquent d'être moins bien représentées dans les programmes des partis politiques et dans les résultats électoraux. Les jeunes électeurs ne votent tout simplement pas en nombre suffisant pour élire les partis qui présentent les politiques de leur choix. Et le taux de participation des jeunes continue de dégringoler.

Cette baisse est notable pour de nombreuses raisons. D'abord, elle signifie que les jeunes électeurs renoncent à chercher des solutions politiques du côté de la « normalité » de la politique partisane pour se vouer à une cause unique ou participer à des protestations collectives potentiellement mal cadrées (une critique formulée par certains observateurs après les premiers jours des protestations du mouvement Occupy). Ensuite, de nombreux jeunes citoyens perçoivent le processus électoral comme étant inefficace au plan politique et ne voient pas de véritable intérêt à participer à la vie politique au sein des partis entre les élections. Cette attitude renforce la division entre la politique traditionnelle, qui contribue à la mise en œuvre des politiques publiques, et les expériences informelles, qui donnent aux jeunes une connaissance tacite de la façon dont les compromis sociopolitiques sont conclus.

Au moment où les jeunes Canadiens subissent des pressions qui les poussent hors du processus électoral, de récents sondages montrent toutefois que l'organisme « The next Canada » est de plus en plus réceptif à une forme anodine d'étatisme rejetant les politiques des dernières décennies qui avaient pour but de minimiser l'intervention de l'État, et même à une augmentation de la taxation (EKOS, 2013). De fait, si « The next Canada » voit ses choix politiques écartés du processus électoral et des plateformes des partis qu'il soutient, il est probable que même les jeunes engagés décident de se tenir à l'écart de la politique. Pour comprendre les conséquences potentielles du déclin de la participation, il faut imaginer les scénarios qui pourraient naître après une génération d'austérité, de changements climatiques aux effets néfastes, de socialisation de la jeunesse en dehors de la démocratie partisane traditionnelle et de socialisation déficiente à l'égard des valeurs fondamentales de ces institutions.

Nous ne voudrions pas donner à penser que la propension à l'idéalisme, au radicalisme ou à la protestation de la « jeunesse », en tant que catégorie de participants à la vie politique, est un fait nouveau. Il s'agit plutôt de lancer un avertissement : si les jeunes se tiennent à l'écart du processus électoral parce qu'ils ont le sentiment de manquer d'options – en conjonction avec des conditions socioéconomiques et climatiques angoissantes –, il serait prudent de se demander si ces conditions ne sont que le fait d'une répétition de l'Histoire ou si elles tiennent plutôt du début d'un processus d'une ampleur plus vaste que prévue.

Il s'agit donc principalement de déterminer pourquoi les jeunes Canadiens continuent de se désintéresser du processus électoral et ce que cela signifie pour d'autres formes d'engagement. Le processus constitue une sorte de boucle de rétroaction. Les jeunes ne s'intègrent pas aux structures démocratiques dans la même proportion que les autres groupes de la société et ils ne suivent pas les voies traditionnelles. Cette marginalisation amène les partis politiques, qui comptent de plus en plus sur de nouvelles mesures ciblées pour séduire l'électorat, à continuer de faire fi des opinions politiques des jeunes. Les partis se concentrent sur les préoccupations des électeurs stables et engagés des couches plus âgées de la population, au détriment des plus jeunes. Si la jeunesse se désintéresse des traditions de longue date que sont le dialogue et la culture politiques, ils risquent de ne jamais être initiés aux pratiques « normales » de la démocratie citoyenne. De fait, si les jeunes électeurs ne sont pas initiés au vote, ils risquent de ne jamais voter. De manière générale, si les citoyens ne se considèrent pas comme faisant partie d'un quelconque effort collectif au plan politique, il devient beaucoup plus difficile de déterminer ce qui remplacera les notions fondamentales d'engagement, d'obligation et d'action collective lorsque nous examinons ces tendances dans l'ensemble.

Si le déclin marqué de la participation de la jeunesse dans la culture politique élargie est une réalité – il y a actuellement débat sur la question de savoir s'il s'agit d'une tendance définitive ou non –, les solutions politiques qui auraient semblé raisonnables une génération plus tôt paraîtront rapidement inexorablement embourbées dans l'échec d'une génération à se reconnaître comme porteuse d'un ensemble de responsabilités communes héritées d'un contrat social qui n'a de contrat que le nom. Si la protestation sociale semble la seule option et que les solutions proposées par les chefs politiques sont littéralement incompréhensibles, tant moralement que matériellement pour une génération qui a abdiqué, on court le risque de voir se former des « ghettos démographiques ». Si cela devait se produire, les leviers politiques du gouvernement central serviraient à certaines tranches de la population, alors que d'autres seraient délaissées. Cette tension dans la représentation démocratique pèserait davantage sur la cohésion sociale en raison de la tendance à la complexité et au chaos qu'elle suscite.

Gérontocratie. La perspective d'un électorat divisé est peut-être la plus importante. À court terme, du moins, le pouvoir grandissant de la « nouvelle gérontocratie » annonce une nouvelle orientation dans la formulation des politiques publiques, aliénant ainsi davantage les jeunes, qui sentent que leurs intérêts ne sont pas pris en compte, car l'attention est monopolisée par les dépenses de santé et la responsabilité financière. Conséquemment, les Canadiens plus âgés, qui tendent depuis longtemps à voter de manière plus conservatrice, sont désormais beaucoup plus enclins à voter pour le Parti conservateur du Canada que pour tout autre parti, alors qu'en 1993, ils divisaient leurs votes entre le Parti libéral du Canada et le Parti conservateur du Canada. Comme les Canadiens plus âgés votent en nombre deux fois plus élevé que les jeunes, les partis politiques concentrent leurs efforts sur cette frange de la population pour remporter les élections.

Les grandes tendances ne sont pas immunisées contre les changements de contexte, mais il semblerait que les relations entre les générations soient une source potentielle de division sociopolitique à long terme pour au moins deux raisons. D'abord, les taux de participation des jeunes aux élections continuent de chuter, car les intérêts de ceux-ci sont sous-représentés dans les débats politiques et les actions des pouvoirs publics. Sortie de son contexte, cette réaction ressemble aux doléances exprimées habituellement par les jeunes générations, mais il s'agit d'un problème qui est de plus en plus exacerbé par les exigences du processus électoral canadien. La politique partisane ne sert pas les différentes générations de la même manière. La participation électorale suit une tendance continuellement à la baisse. Ensuite, à mesure que les jeunes désertent la scène politique, ils se tournent vers des institutions infrapolitiques : des groupes de défense des droits qui agissent localement pour défendre une cause unique aidés d'une connectivité numérique élargie. Bien que cette solution puisse sembler salvatrice, elle va à contre-courant de l'engagement des générations précédentes dans la politique traditionnelle et constitue la principale différence entre ces deux groupes, ce qui amplifie particulièrement la division dans le contexte de l'absence de mesures politiques concrètes à long terme concernant les questions des changements climatiques, de la planification des infrastructures, de la compression budgétaire, etc.

Caractère inadéquat du transfert des connaissances. Une nouvelle ère de changements déconcertants serait, par définition, une ère pendant laquelle les bouleversements vécus au cours des cent dernières années – nous avons survécu aux migrations massives, aux guerres mondiales, aux génocides et autres événements semblables – ne pourraient servir de comparatif pour les nouvelles conditions de vie, de la naissance à la mort, dans un monde où tout change rapidement. Cette époque constituerait un futur si différent du passé que l'adaptation serait sous-optimale. Elle mettrait aussi à l'épreuve les capacités des citoyens à tirer des leçons des expériences historiques qui pourraient les aider à s'adapter. Conséquemment, l'ère de l'anthropocène, de 2013 à 2050 et au-delà, pourrait un jour figurer parmi les souvenirs de l'humanité comme une époque de

bouleversements et de souffrance d'une intensité que la langue actuelle ne peut correctement évoquer. Il semble que les images des langages politique et économique ne sont pas en mesure d'aider la population à comprendre de manière tangible ce que la vie dans ces conditions signifie pour l'humanité et pour les Canadiens de différentes origines socioéconomiques et socioculturelles, de profils démographiques différents et de conditions de santé et d'affiliations sociales et politiques variées.

Accélération relayée par la technologie. Suivant une idée reçue, la solution aux contraintes de temps et aux distractions toujours plus nombreuses passe par un accroissement de la masse d'information et une transmission accélérée de cette dernière aux appareils des citoyens-consommateurs. La rencontre des technologies mobiles et des technologies permettant le traitement des mégadonnées suscite des espoirs de croissance économique inespérée et promet d'augmenter le confort et la qualité de vie. Toutefois, cette croissance dépendra largement de la façon dont les processus sociaux évoluent, car les nouvelles technologies affluent dans des sociétés de moins en moins égalitaires. Elle dépendra aussi beaucoup du degré d'autonomie que le citoyen-consommateur acquerra grâce à la technologie, ou dans quelle mesure ce dernier sera influencé par les émotions transmises par les moyens de communication technologiques pour susciter des protestations, la rébellion ou l'activisme populaire. Il faut également déterminer dans quelle mesure les progrès technologiques des gouvernements leur permettront de réprimer les protestations populaires menées au moyen de technologies de communication qui ne servent pas, ou qui sont perçues comme ne servant pas, l'intérêt national.

Les mouvements de protestation bien organisés et menés à l'aide de technologies comme Leadnow au Canada, GetUp.org en Australia, 38Degrees.org.uk au Royaume-Uni et Avaaz à l'international ont un rôle potentiellement important à jouer pour faire bouger le consensus politique. Contrairement aux mouvements sans chef et organisés depuis la base, comme Occupy ou Idle No More, ces organisations disposent d'une direction bien organisée qui propose aux citoyens de réels moyens d'influencer le débat. Elles sont généralement pilotées par des décideurs rationnels qui dirigent des campagnes, agissent comme représentants auprès des médias et parlent un langage en communion avec les émotions de leurs membres, c'est-à-dire ceux qui écrivent des lettres, relaient l'information sur les médias sociaux, participent aux manifestations et rencontrent les bénévoles sur le terrain.

Santé publique. Notre compréhension de l'importance de l'équité pour la santé publique (Marmot et Bell, 2012) s'est approfondie, à un moment où le partage des revenus au sein de la population canadienne favorise de plus en plus ceux qu'on appelle les « un pour cent » et les « zéro virgule un pour cent » des Canadiens. Suivant cette tendance, et compte tenu du fait que la pauvreté et les maux qui l'accompagnent ont souvent suscité des protestations dans le passé, les protestataires, davantage que la population en général, pourraient être de

plus en plus nombreux à afficher une mauvaise santé et à souffrir de stress chronique élevé dans les années à venir. De plus, dans l'éventualité où les soins de santé, l'éducation et les services sociaux feraient l'objet de nouvelles coupes budgétaires, les protestataires qui peinent déjà à boucler les fins de mois verraient leur accès à ces services se détériorer au moment où ils en ont le plus besoin, exacerbant ainsi davantage le problème. Au même moment, les problèmes de santé chroniques comme l'obésité, les maladies cardiaques, le diabète, la dépression et l'anxiété atteignent des niveaux records et menacent dangereusement la survie du système de soins. Enfin, avec la détérioration des conditions socioéconomiques, environnementales et climatiques, l'incidence des maladies chroniques risque d'augmenter au sein de la population, et plus particulièrement chez les protestataires. Conséquemment, les mécanismes qui sous-tendent la protestation sociale pourraient se transformer au rythme de l'évolution des problèmes de santé.

Le creusement de l'inégalité au Canada pourrait donc engendrer des protestations moins constructives qui causeraient davantage de dissensions, ce qui compliquerait notablement la tâche des alliés potentiels au sein du gouvernement, de la sphère politique et des entreprises de traduire les aspirations légitimes des protestataires en politiques publiques à caractère social.

Changements météorologiques et climatiques extrêmes. Toutes les conditions météorologiques sont désormais influencées par les changements climatiques parce que l'air qui entoure notre planète est plus humide et plus chaud qu'auparavant (Trenberth, 2012). En été, la glace de mer arctique fond beaucoup plus rapidement que prévu : on pense que l'Arctique sera libre de glace durant une partie de l'été dans quelques années, ou peut-être dans une décennie, plutôt qu'entre 2050 et 2100, comme le prévoyait le rapport de 2007 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. En attendant, les prédictions sur la volatilité des hausses de température dans les prochaines décennies peuvent être comprises comme suit : aux États-Unis, selon les prévisions actuelles sur les émissions, le ratio des records de température maximale comparés aux records de température minimale pourrait passer du 2,3:1 actuel à un ratio de l'ordre de 20:1 d'ici 2050 et 50:1 d'ici 2100 (Meehl et al., 2009). En comparaison, le vingtième siècle a commencé avec un ratio de 1:1, c'est-à-dire, un record de température maximale pour chaque record de température minimale dans le monde. Une augmentation explosive de ce ratio pourrait bien signifier que dans les années à venir, le Canada vivra une longue période de volatilité économique et de bouleversements météorologiques extrêmes dans des conditions de récession généralisée. Si tel est le cas, le taux de chômage et les prix élevés exerceront une pression accrue sur une grande partie des Canadiens, qui subiront également les changements entraînés par un scénario VUCA à l'échelle planétaire.

Pour mettre les choses en perspective, les citoyens-consommateurs et les décideurs sont susceptibles de se sentir comme si les lois de la gravité avaient été momentanément annulées, tout comme ce qui touche de près ou de loin à la normalité jusqu'à ce que :

- i. le système climatique entre dans une nouvelle homéostasie (Hansen et al., 2008);
- ii. une nouvelle ligne côtière stable soit établie, ce qui ne se produira pas « dans un délai que l'humanité peut appréhender » (Hansen, 2008);
- iii. la société s'ajuste aux conséquences qui lui sont imposées par un capital à la rareté croissante, des gouvernements ligotés et un accès incertain aux nécessités de base, incluant la nourriture, les médicaments et les biens de consommation courante.

LE CARACTÈRE DE LA PROTESTATION

Pour évaluer comment les citoyens peuvent canaliser leurs inquiétudes personnelles en mouvement collectif de mobilisation ou de protestation, il faut examiner plusieurs données avec attention. Tout d'abord, nous devons déterminer si la conception normale de l'intérêt rationnel s'applique. Les acteurs individuels cherchent-ils à faire avancer leurs propres intérêts de façon rationnelle par la coopération? Si de profonds bouleversements de l'ordre culturel sont en cours, nous pouvons nous attendre à assister à des changements tout aussi importants dans la façon dont les citoyens utilisent les ressources sociopolitiques et socioculturelles mises à leur disposition. L'effacement de la mémoire collective, l'augmentation de la volatilité des conditions sociales et financières et la perte de repères concernant les conditions climatiques normales donnent à penser que les individus ne sont peut-être pas en mesure de cerner leurs intérêts rationnels. Avec comme toile de fond la question de la signification de ces bouleversements quant au caractère des protestations politiques pour les prochaines décennies, on peut affirmer sans trop de risque que le caractère rationnel de la protestation aura moins d'importance que le caractère émotionnel.

Couvrant une large gamme de réponses émotionnelles, allant de sentiments de solidarité et de compassion à une loyauté irréfléchie envers des idées et des symboles, les dynamiques de groupe correspondent davantage à des engagements émotionnels et passionnels qu'à la satisfaction purement rationnelle des intérêts propres à un individu. Il est difficile d'établir avec certitude de quelle manière les idéaux rationnels sont traduits en actions pratiques. Les individus stressés n'agissent certainement pas de façon délibérée (ou réfléchie) ou en accord avec un principe a priori; ils agissent conformément à leurs peurs et à leurs préjugés immédiats, ainsi qu'à leurs affiliations tribales, le résultat de processus psychologiques et psychosociaux profondément ancrés qui émergent en période de détresse.

Pour se représenter la protestation politique en termes émotionnels, il faut distinguer avec soin l'aspect émotionnel de la « protestation » des mouvements de protestation politique. Il faut donc analyser attentivement les émotions négatives de la justice populaire et du nationalisme hideux et les comparer au caractère solidaire et empathique du cosmopolitisme. Des débats de longue haleine font état des différences entre le caractère immédiat des appels émotionnels et les engagements prolongés et émotionnels qui permettent aux individus ne prenant pas activement part à la vie politique de conserver leurs principes. L'étude des mouvements de masse, des émotions collectives et de leur relation avec la politique fait l'objet de vives disputes. Notre objectif n'est pas de passer en revue la littérature sur la question, mais plutôt de la survoler brièvement afin de souligner les questions d'intérêt et d'élaborer un portrait de l'apparence que les protestations pourraient prendre en vertu de nouvelles conditions complexes.

En acceptant les prémisses de base décrites ci-dessus, à savoir que des changements macroéconomiques, macropolitiques et macrosociaux sont en cours, on reconnaît que le caractère entièrement émotif de la protestation politique est de première importance. Si les tendances du scénario VUCA contribuent à façonner la manière avec laquelle la protestation se manifesterait, la rationalité présumée de la protestation est susceptible d'être submergée par les conditions décrites ci-dessus : l'incapacité à discerner ses propres intérêts dans des conditions complexes, la rupture avec les signaux culturels « normaux » et, par extension, l'éclatement général des liens établis par les pratiques communes. Lorsque les affiliations partagées englobant les relations sociales se retrouvent sous pression, les attentes concernant les processus normaux d'action collective se retrouvent également sous pression.

L'allégation est difficile à prouver. Le fait que des émotions comme la loyauté, l'affiliation à un groupe et l'action collective comptent dans la formation et dans le soutien des mouvements de protestation politique et sociale est généralement accepté. Ces types d'émotions sont beaucoup moins passagers que les émotions violentes d'une foule en quête de vengeance, par exemple. Un modèle plaçant les émotions au centre de la formation, puis de la force de soutien des mouvements sociaux de protestation, repose sur une vision selon laquelle les émotions ne sont pas de « simples sentiments » qui émergent des abîmes de la psychophysiologie humaine, ni de simples réponses non cognitives à un stimulus extérieur. Les émotions qui portent un certain degré de jugement moral (la fierté, la honte, l'envie) jouent un rôle central dans les analyses cognitives élargies d'événements empiriques particuliers. Ces jugements peuvent mener en fin de compte à la volonté d'agir politiquement, voire à des mouvements collectifs revendiquant des mesures politiques précises. Cette volonté rend de telles actions intrinsèquement différentes de la quête irréfléchie d'une justice populaire. Le fait, pour moi-même ou pour toute personne dans ma situation, de percevoir la distribution de la richesse dans notre société comme injuste demeure une

affirmation strictement rationnelle dont la signification ne sera réellement comprise que lorsqu'elle suscitera de la honte ou de la colère. Si j'affirme que cette distribution est un affront à l'égalité fondamentale ou à la dignité humaine, je laisse entendre que je pourrais m'associer à des individus qui partagent mes sentiments afin de protester collectivement ou de revendiquer une solution politique.

De nombreuses personnes sont en désaccord avec cette notion d'émotions morales; elles font valoir que l'acte de ressentir et l'acte de juger demeurent des processus distincts et que les émotions ne sont qu'un épiphénomène de la pensée rationnelle. De fait, de nombreuses preuves empiriques suggèrent que les émotions ne jouent qu'un rôle de catalyseur et que le véritable jugement est dérivé de la (traduction) « psychologie causale intentionnelle des fonctions cérébrales d'ordre supérieur » (Huebner, Dwyer, Hausner, 2009). Conséquemment, les émotions se limitent à justifier des actions à valeur morale; l'aspect moral demeure déterminé par une échelle indépendante et n'est pas révélé par l'émotion elle-même. D'autres suggèrent que nous n'avons simplement pas encore expliqué le parcours « causal » emprunté par les émotions et que nous ne sommes pas en mesure d'articuler la relation entre les émotions, les croyances morales antécédentes et le jugement/les actions.

Toutefois, si les émotions morales peuvent mener à une action politique collective, cela vaut aussi pour les réactions émotionnelles négatives. En effet, la littérature en psychologie contient des comptes-rendus étoffés sur la capacité des émotions (les plus souvent présentes dans les manifestations sociales) de se transmettre comme par contagion entre individus jusqu'à ce que tous partagent non seulement le même sentiment, mais, dans certains cas, la même certitude consciente d'appartenir à un groupe doté d'objectifs (politiques) précis. De façon plus générale, la littérature en psychologie propose toute une gamme de réactions innées à diverses circonstances extérieures. Par exemple, les comportements de groupe diffèrent des comportements solitaires. Cela explique pourquoi il est si facile pour une manifestation de mal tourner ou pour les sentiments des manifestants de se propager sans mécanisme évident. Il s'agit de faire remarquer que certains des processus fondamentaux qui contribuent à la formation des protestations sociales sont inévitablement liés au domaine soi-disant privé des émotions.

Il semble clair qu'un mouvement de protestation puisse se concentrer sur des peurs et des inquiétudes imprécises ou émerger d'une forme de mécontentement généralisé. Toutefois, la force qui permet aux émotions de rassembler sous une même bannière des protestants aux intérêts personnels normalement opposés sans qu'il y ait besoin d'expliquer en détail ce que les participants pourraient tirer de leur comportement collectif est moins limpide (bien entendu, des émotions de ce genre, généralement appelées sentiments affectifs, qui fonctionneraient de façon soutenue ne seraient pas en mesure d'offrir d'orientation claire, un critère habituellement considéré comme nécessaire

à l'élaboration des politiques).

La conclusion définitive sur le rôle central des émotions dans les protestations porte sur la relation entre les sentiments privés et les normes socio-politiques selon lesquelles ces sentiments sont considérés comme légitimes. Il devrait être clair que les individus ne sont pas en mesure de déterminer si une chose est honteuse sans avoir une idée de ce que la société considère généralement comme honteux. On peut présumer que le même principe s'applique aux jugements en matière d'égalité et d'injustice. On peut également présumer que la colère et la confusion associées à un mouvement de protestation ne peuvent se propager sans causes sous-jacentes. Les mouvements Idle No More, Anonymous et Occupy ne sont pas nés du néant. Outre la question de la relation entre le jugement moral et les émotions, il faut reconnaître que les émotions fortes positives ou négatives, une des sources de protestations politiques, nous conduisent à certaines conclusions générales concernant le rôle que les émotions peuvent jouer compte tenu des nouvelles pressions identifiées ci-dessus. Ceci dit, à mesure que l'écart s'agrandit entre les différentes interprétations que font les multiples sous-groupes socioéconomiques et démographiques des valeurs fondamentales de la société canadienne, les conceptions habituelles de ce qui constitue de la colère ou de la fierté légitime sont remises en question. Le combat pour la légitimité politique gagne en opacité et en controverse.

Cette déchirure des valeurs a mené à une préoccupation secondaire liée à la communication politique, le processus récurrent qui cherche à transformer le citoyen en consommateur par l'intermédiaire de politiques ciblées au détail près. Même s'il est impossible de citer des chiffres précis, les dépenses fédérales dans les recherches d'opinion publique ont reculé par un facteur de 15 au cours de la dernière décennie, tandis que celles consacrées aux budgets de communication ont augmenté du même facteur. On peut dire sans ambages que pour le gouvernement fédéral, il est préférable de gérer les attentes de la population que de la consulter sur l'élaboration des politiques publiques. De façon plus générale, il s'agit de la culmination d'un processus d'une quarantaine d'années visant à transformer l'intérêt pour le bien public en concours entre les différentes conceptions de la notion de bien public propres à chaque parti politique. Considérée conjointement à l'hypothèse centrale selon laquelle la politique deviendra un processus de plus en plus chargé émotionnellement, la tendance au « tribalisme » politique d'un électorat polarisé est beaucoup plus importante qu'elle ne l'a jamais été. Conséquemment, l'élaboration de politiques publiques a été transformée en une forme d'appel continu à adopter un « style de vie » ou une « marque » qui traite essentiellement le citoyen comme un consommateur passif dont la seule tâche consiste à choisir parmi les options offertes au lieu qu'il soit le moteur du changement politique. La même plainte se fait maintenant entendre à l'interne au sein des principaux partis politiques canadiens.

L'élaboration des politiques et les débats font de plus en plus souvent place à la volonté inébranlable de remporter tous les votes. Ce processus force tous les citoyens à s'engager, s'ils sont toujours prêts à le faire, afin de développer des affiliations partisans de loin plus tribales qu'auparavant et qui ont perdu leur portée cosmopolite. Ce type de stratégie de marque dépend, de façon subtile peut-être, de la capacité à voir les citoyens comme des consommateurs de politique. Les conditions d'austérité et d'incertitude généralisées signifient donc que les options politiques ont perdu de leur influence. Nous défendons l'idée que la planification des politiques ne peut compter sur la croissance économique des dernières décennies pour servir de guide dans, par exemple, la lutte aux changements climatiques extrêmes. Dans le même ordre d'idées, les traits culturels dominants qui poussent la population à s'engager dans la vie politique céderont du terrain sous l'effet du scénario VUCA, et l'engagement politique perdra de sa pertinence. De même, les tendances historiques à la mobilisation publique, y compris les mouvements de protestation, seront privées des principales assises historiques qui définissent la politique « normale ». Conséquemment, « le public » s'inspirera de ressources et de comportements très différents afin de faire naître des sentiments personnels et collectifs de sécurité et de bien-être.

Les mouvements de protestations s'attacheront-ils à promouvoir l'égalité sociale? Émergeront-ils d'un intérêt personnel rationnel? Dans le pire des cas, les conditions de volatilité alimentent la peur, une motivation à agir très personnelle – et émotionnelle. Compte tenu de l'absence d'un langage politique commun capable d'informer le public de son intérêt à sauvegarder le bien commun, les dirigeants politiques ont de moins en moins de cartes en main et en sont réduits à compter sur l'engendrement d'un attachement émotionnel.

À mesure que les conditions générales se détériorent, la portée du débat politique « pur » se restreindra. Les traits culturels invoqués pour motiver et soutenir l'action collective causeront beaucoup plus de division qu'auparavant et seront beaucoup moins orientés sur la collectivité que par le passé. L'époque de la construction de la nation – le « siècle canadien », en référence à une autre époque – fera place à des demandes de plus en plus discordantes de petits groupes de protestataires motivés par leurs propres peurs, et, espérons-le, par leurs sentiments plus cosmopolites, à mesure que les conditions sur le terrain entreront dans une période de perturbations.

CALMER LA TEMPÊTE

Les forces à l'œuvre à l'échelle planétaire continueront d'accroître la pression sur la société canadienne dans un avenir rapproché, avec comme toile de fond, une tendance à la volatilité, au chaos/à la complexité et l'ambiguïté. La question consiste à savoir ce qui peut être fait pour calmer la tempête, de manière à ce que des bases, étendues ou non, puissent être jetées afin que les Canadiens se

soutiennent mutuellement le plus possible. La stabilité sociale dépendra de la volonté de divers acteurs à prendre des mesures pour diffuser des messages de cohésion sociale dans des conditions de détresse sociale croissante. Tout dépendra de l'innovation qui répondra aux besoins matériels de base des Canadiens au cours d'un siècle qui évolue rapidement et qui bouleversera la notion de normalité.

Les gouvernements devraient adopter une vision à plus long terme quant aux façons de maintenir la stabilité sociale, tout en annonçant les changements socioéconomiques à venir à la population d'une façon qui n'affecte pas la confiance des consommateurs ou qui ne provoque pas la méfiance du public à l'égard de la capacité des gouvernements à maintenir l'ordre dans une période d'insécurité. Les pouvoirs publics doivent gérer les dynamiques sociopolitiques complexes qui pourraient s'enclencher dans le cas où un nombre croissant d'électeurs indécis préféreraient la paix et l'ordre à un bon gouvernement. Leur tâche consiste à évaluer les risques d'une dérive vers un patriotisme chauvin visant à tenir le centre de l'échiquier politique, à se pencher sur la façon de défendre plusieurs positions à la fois à mesure que la pression s'accroît sur la société et à encourager les Canadiens à conserver leurs valeurs fondamentales d'acceptation, de dialogue, de respect mutuel et de respect de la diversité.

Les entreprises devraient évaluer dans les moindres détails leur rôle dans la société, puisque les changements socioéconomiques continuent d'éroder le pouvoir d'achat des Canadiens de la classe moyenne. Sachant que la création de nouveaux produits peut favoriser la sociabilité et dégager de nouvelles voies vers le profit, elles devraient créer de nouveaux produits et services et de nouvelles solutions pour une époque d'austérité croissante, de manière à donner aux citoyens-consommateurs des raisons de se rassembler pour s'adapter aux conditions socioéconomiques et environnementales en mutation. Les entreprises devraient également étudier de nouvelles façons d'aider les consommateurs et les clients à affronter les temps difficiles à venir au moyen de communications mettant l'accent sur le partage des ressources. De plus, les entreprises devraient jouer un rôle de plus en plus important pour aider les Canadiens à lutter contre les problèmes de malnutrition, de pauvreté et de sans-abrisme, ainsi que les problèmes de santé physique et mentale.

Les marques grand public devraient également porter une grande attention à la façon dont elles communiquent des valeurs socioculturelles – et plus particulièrement celles qui touchent à la cohésion sociale – et elles devraient les inclure dans les stratégies de marque qui stimulent les parts de marché. Les marques grand public doivent garder à l'esprit qu'elles sont nombreuses à jouir d'un indice de confiance plus élevé que les gouvernements, puisque les citoyens-consommateurs entretiennent des relations satisfaisantes et de longue durée avec ces marques. De concert avec les gouvernements, elles devraient mettre les attributs des grandes marques au service de la gestion des questions

de santé publique. Elles devraient également travailler de manière indépendante au sein de coalitions de partenaires commerciaux pour réaliser des objectifs sociaux à l'aide des marques, en les utilisant comme éléments de construction de la confiance au sein d'une même génération, mais aussi entre les générations. Les marques devraient suivre l'exemple de Keith Weed, directeur du marketing et des communications d'Unilever, qui a dit dans *Forbes* (Dan, 2012) :

(traduction) « Nous voyons le monde à travers une lentille que nous appelons VUCA, qui signifie volatilité, incertitude, complexité/chaos et ambiguïté. Certains déplorent que “c'est un monde très difficile”, mais nous préférons dire “c'est un monde qui change rapidement, et nous pouvons aider les consommateurs à s'y retrouver”. Deux milliards et demi de personnes s'ajouteront à la population mondiale d'ici 2050, dont deux milliards dans les pays en voie de développement. La révolution numérique et le changement dans les dépenses de consommation, notamment, indiquent que les entreprises devront réinventer la façon dont elles font des affaires. »

Dans une entrevue parue dans *The Globe and Mail* (Pitts, 2013), Paul Polman, chef de la direction d'Unilever, a parlé de l'aspect sociopolitique le plus important (traduction) : « le capitalisme est en crise et le plus grand défi sera la croissance de la cohésion sociale. »

Les citoyens-consommateurs doivent étudier la question de la citoyenneté responsable en raison de la hausse des divisions sociales, modifiant ainsi les formulations de l'identité canadienne d'après-guerre et affectant potentiellement l'inclusivité, la diversité et d'autres valeurs importantes. Puisque des tendances fortes éloignent les personnes de la citoyenneté responsable, les citoyens-consommateurs devraient coordonner et lancer des projets qui ont une valeur pour les collectivités, qui sont non partisans, adaptables et qui sont, autant que faire se peut, rendus possibles grâce à une technologie ouverte. Ils devraient encourager les politiciens à soutenir des initiatives qui permettent aux systèmes alimentaires et de soins de s'adapter convenablement au changement.

Les citoyens-consommateurs peuvent aider à bâtir une communauté sûre en :

- participant à des initiatives sur l'alimentation locale, l'agriculture et la sécurité alimentaire;
- enseignant aux enfants comment les changements climatiques transforment la Terre, en les aidant à comprendre ces changements à l'échelle locale et à y faire face;
- élaborant des projets de mise en commun, notamment d'outils et d'équipement, et de partage de compétences pouvant être enseignées sur une base volontaire;

- montrant aux communautés des manières de lutter concrètement contre les changements climatiques dans un contexte de mutation économique;
- comprenant les conséquences des changements climatiques sur la santé publique et en réfléchissant à des initiatives locales ou à petite échelle qui peuvent fournir un semblant de réponse.

Lorsque c'est possible, les citoyens-consommateurs peuvent soutenir des produits novateurs qui leur permettent, à eux ou à leur communauté, d'avoir accès à l'eau et à l'énergie et de les conserver.

Nous ne prétendons pas avoir présenté une liste exhaustive des étapes qui devraient ou pourraient être entreprises afin d'atténuer les pressions sociales qui gagneront en force au cours du vingt-et-unième siècle. Notre objectif consistait plutôt à amorcer un dialogue sur la résilience de la société, l'adaptation climatique, la gouvernance et la citoyenneté responsables, les occasions commerciales et l'adaptabilité du monde des affaires, et la responsabilité sociale des entreprises à une époque marquée par le scénario VUCA (Khanna, 2012).

RÉFÉRENCES

INTRODUCTION

Apollo Research Institute staff (2012 March). The VUCA world: From building for strength to building for resiliency. Apollo Research Institute.

<http://apolloresearchinstitute.com/sites/default/files/future-of-work-report-the-vuca-world.pdf>.

Fukuyama, Francis. "Future of History: Can Liberal Democracy Survive the Decline of the Middle Class, The." *Foreign Aff.* 91 (2012): 53.

Marcott, S. A., Shakun, J. D., Clark, P. U., & Mix, A. C. (2013). A Reconstruction of Regional and Global Temperature for the Past 11,300 Years. *science*, 339(6124), 1198-1201.

Stromberg, J. (January 2013). What is the Anthropocene and Are We in It? *Smithsonian Magazine*.

<http://www.smithsonianmag.com/science-nature/What-is-the-Anthropocene-and-Are-We-in-It-183828201.html>

Tett, G. (7 January 2010). Funding and the patriotism test. *Financial Times*.

DÉTECTION LOINTAINE AVANCÉE / LE CARACTÈRE DE LA PROTESTATION

Boellstorff, Tom and Lindquist, Johan, "Bodies of Emotion: Rethinking Culture and Emotion through Southeast Asia", *Ethnos*, Vol. 69 (4) Dec. 2004 pp. 437–444

Clarke, Simon, Hoggett, Paul and Thompson, Simon. *Emotion, Politics and Society* Palgrave MacMillan 2006

Crawford, Neta. "The Passion of World Politics," *International Security*, Vol. 24(4), (2000) pp 116-156.

Damasio, Antonio R., *Descartes Error: Emotion, Reason and the Human Brain*. Putnam 1994.

---. *The Feeling of What Happens: Body and Emotion in the Making of Consciousness*, Harcourt Brace (1999)

De Sousa, Ronald, "Moral Emotions", *Ethical Theory and Moral Practice*, Vol 4, (2001) pp. 109-126

Edwards, Derek "Emotions Discourse" *Culture Psychology* Vol 5 (3), (1999) pp 271-291

EKOS Research Associates, *Examining shifts in values, social class, and societal outlook*, retrieved March 28th 2013 from ekospolitics.com (2013)

Fraser, E. and Rimas, A. (2012 December). How to Feed Nine Billion: Droughts, commodity prices, and growing demand are placing unprecedented strain on our global food system. Can we avoid a full-blown crisis? *The Walrus*.
<http://thewalrus.ca/how-to-feed-nine-billion/>

Goodwin, J., Jasper James M. and Polletta, F. *Passionate Politics: Emotions and Social Movements* University of Chicago Press, 2009.

Hansen, J. (2008). Global warming twenty years later: Tipping points near. Briefing to the House Select Committee on Energy Independence and Global Warming.

Hansen, J., Sato, M., Kharecha, P., Beerling, D., Berner, R., Masson-Delmotte, V., ... & Zachos, J. C. (2008). Target atmospheric CO₂: Where should humanity aim?. arXiv preprint arXiv:0804.1126.

Hatfield, E., Cacioppo, J. L. & Rapson, R. L. 'Emotional Contagion' *Current Directions in Psychological Sciences*, 2, 96-99, (1993).

Herle, David. 'The Spectators' Policy Options (special edition 'Clicktivism') November 2012 (pp 19-20)

Huebner, B., Dwyer, S., and Hauser, M., "The role of emotion in moral psychology", *Trends in Cognitive Science*, Vol 13 (1), pp 1-6 (Jan 2009)

Ilies, Remus, Wagner, David T., Morgeson, Frederick P., "Explaining Affective Linkages in Teams: Individual Differences in Susceptibility to Contagion and Individualism-Collectivism:", *Journal of Applied Psychology*, Jul2007, Vol. 92 (4) p1140-1148

Keck, Margaret and Sikkink, Kathryn, *Activists Beyond Borders*, 1999, Ithaca: Cornell University Press.

Krause, Sharon *Civil Passions: Moral Sentiment and Democratic Deliberation*, Princeton University Press (2008)

Marcus, George, *The Sentimental Citizen: Emotion in Democratic Politics*, Pennsylvania State University Press: 2002

- Marmot, M., & Bell, R. (2012). Fair society, healthy lives. *Public Health*.
- Martin, John, and Whitehouse, Edward. 2012. 'The Conflict Between Generations - Fact or Fiction?' *OECD Observer*. No 290-291, Q1-Q2 2012
- Meehl, G. A., Tebaldi, C., Walton, G., Easterling, D., & McDaniel, L. (2009). Relative increase of record high maximum temperatures compared to record low minimum temperatures in the US. *Geophysical Research Letters*, 36(23), L23701.
- Nickerson, David W., "Is Voting Contagious? Evidence from Two Field Experiments", *American Political Science Review* 102 (February 2008), pp 49-57
- Nussbaum, Martha C. (2001) *Upheavals of Thought – The Intelligence of Emotions*. New York: Cambridge University Press.
- Opp, Karl-Dieter. *Theories of Political Protest and Social Movements: A Multidisciplinary Introduction, Critique, and Synthesis*, Routledge, 2009
- Pagano, Sabrina J., Huo, Yuen J. The Role of Moral Emotions in Predicting Support for Political Actions in Post-War Iraq' *Political Psychology* (2007) Vol 28 (2), pp 227-255
- Pizarro, David, (2000) "Nothing more than Feelings? The Role of Emotions in Moral Judgment", *Journal for the Theory of Social Behaviour*, Vol 30(4), pp 355-375
- Seeman, Neil and Brown, Adalsteinn 'We are Not Bowling Alone' Policy Options (special edition 'Clicktivism') November 2012 (pp 13-16)
- Trenberth, K. E. (2012). Framing the way to relate climate extremes to climate change. *Climatic Change*, 1-8
- Wolak, J., Mackuen, M., Keele, L., Marcus, G. E., & Neuman, W. R.. How the Emotions of Public Policy Affect Citizen Engagement, Public Deliberation, and the Quality of Electoral Choice. American Political Science Association. (unpublished American Political Science Association Conference paper) 2003

CALMER LA TEMPÊTE

- Dan, A. (2012 October 14). In a VUCA world, Unilever bets on "sustainable living" as a transformative business model. *Forbes*.
<http://www.forbes.com/sites/avidan/2012/10/14/in-a-vuca-world-unilever-bets-on-sustainable-living-as-a-transformative-business-model/>

Khanna, S. (2012 June 11). Adapting to the New Normal. Corporate Knights.
<http://www.corporateknights.com/article/adapting-new-normal>

Pitts, G. (2013 March 10). Paul Polman: Rebuilding capitalism from the basics.
The Globe and Mail.
<http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/careers/careers-leadership/paul-polman-rebuilding-capitalism-from-the-basics/article9577971/?page=all>

Reeves, M. & Love, C. (2012 August 21). The most adaptive companies 2012.
Bcg.perspectives.
https://www.bcgperspectives.com/content/articles/corporate_strategy_portfolio_management_future_of_strategy_most_adaptive_companies_2012/.